20. NOV. 1979
Transmis à M. - 1 -
Overgemaakt aan de H.

AD. L. 13.399/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 juillet 1979 d'une demande d'avis sur un projet de loi "étendant la compétence des tribunaux de police", a donné le 25 septembre 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e juli 1979 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot uitbreiding van de bevoegdheid van de politierechtbanken", heeft de 25e september 1979 het volgend advies gegeven

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet est divisé en cinq chapitres, qui comportent leurs propres dispositions abrogatoires :

I. Extension de la compétence des tribunaux de police.

II. Suppression de la fonction de commissaire de police, d'officier ou agent judiciaire assistant le procureur du Roi dans l'exercice de ses fonctions près le tribunal de police.

III. Modification des dispositions du Code judiciaire relatives à l'organisation judiciaire.

IV. Modification du cadre des magistrats, des membres du greffe des tribunaux de police, des justices de paix et des tribunaux de police.

V. Adaptation de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Chacun de ces chapitres, dont les titres sont d'ailleurs parfois plus larges que le contenu, correspond, dans l'ordre de leur importance, à un groupe de moyens que le Gouvernement entend mettre en oeuvre afin de résorber un arriéré judiciaire préoccupant.

Il peut être utile de suivre un tel ordre dans l'exposé général des motifs, afin de permettre aux Chambres législatives de se faire une idée concrète des intentions du Gou-

.../...

vernement ainsi que des institutions ou des procédures qu'il entend réformer pour réaliser ces intentions. Cet ordre ne convient toutefois pas au texte même du projet. Tel qu'il est présenté, celui-ci disperse arbitrairement des dispositions modificatives ou abrogatoires de dispositions existantes qui sont réunies dans des codes (judiciaire, d'instruction criminelle, rural, électoral, forestier) ou dans des lois importantes comme la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Afin d'éviter les difficultés de coordination, voire les inadvertances que cette dispersion risque d'entraîner, le Conseil d'Etat propose de donner au projet une structure plus technique, qui suivra l'ordre d'importance des codes ou des lois modifiés et, au sein de ceux-ci, l'ordre de leurs propres dispositions.

Le texte complet présenté à la fin du présent avis indiquera, bien entendu, la concordance entre les dispositions proposées et celles du projet.

II. D'après l'exposé des motifs, le projet tend non seulement à élargir la compétence actuelle du tribunal de police en matière de roulage en l'étendant à la connaissance des accidents qui ont occasionné des lésions corporelles ou la mort de la victime, mais aussi à lui voir soumettre "les actions civiles qui s'y rapportent", quel que soit le montant de ces demandes.

L'article 11 du projet ne répond qu'imparfaitement à cet objectif. Il limite en effet la compétence civile du tribunal de police aux dommages résultant, soit d'un homicide involontaire ou de coups et blessures involontaires causés

.../...

par un accident de roulage dans un lieu public, soit d'une infraction aux lois et règlements sur la circulation routière. Il résulte de ce texte que la compétence civile du tribunal de police sera liée à l'existence d'une infraction. Cette condition sera réalisée lorsque l'action civile sera introduite alors que l'action publique est éteinte par le décès du prévenu ou par la prescription, ou lorsque, nonobstant l'existence d'une infraction, l'action publique n'aura pas été ou n'aura pu être effectivement poursuivie par le ministère public ou par la partie lésée. Par contre, le texte actuel ne permet pas de déférer au tribunal de police l'examen d'un accident de roulage dont la cause devrait être recherchée, en dehors de toute infraction, conformément aux principes énoncés aux articles 1382 et suivants du Code civil. Cette situation peut être gênante lorsque le demandeur en indemnité impute à une même personne la responsabilité du dommage subi, simultanément sur base d'une infraction de roulage et des principes de droit commun, ou lorsqu'il met en cause des personnes différentes tenues à réparation en vertu de causes juridiques distinctes. Le demandeur devra-t-il, dans ce cas, faire plusieurs procès devant des juridictions différentes ?

Cette difficulté existe déjà sous une autre forme dans l'état actuel du droit. Elle donne lieu à des solutions qu'il convient de rappeler brièvement. Le jugement rendu en matière répressive a l'autorité absolue de la chose jugée. Il est opposable, dans la mesure de ce qui a été jugé sur l'action pénale, erga omnes, en ce qui concerne, tant l'existence de l'infraction que son imputabilité.

.../...

Bien que cette règle fondamentale ne soit énoncée expressément par aucun texte légal, elle est considérée comme une application des principes généraux du droit criminel (Cass. 14.6.1926, Pas. 1927, I, 23 et la note 4, Conclusions de M. le premier avocat général Paul MAHAUX avant Cass. 3.9.1968, Pas. 1969, I, 4; Conclusions M.P. avant Cass. 21.5.1970, J.T. 1970, p. 451; HAYOIT de TERMICOURT, Considérations sur le projet de Code judiciaire, J.T. 1966, pp. 498 et 499; GANSHOF VAN DER MEERSCH, Propos sur le texte de la loi et les principes généraux du droit, J.T. 1970, p. 585).

L'autorité de la chose jugée s'étend aux motifs du jugement pénal qui constituent le fondement nécessaire de sa décision. Ainsi, les constatations relatives à la faute d'un tiers qui n'est pas aux débats lient le juge civil lorsqu'elles sont indispensables à la décision pénale (Cass. 10. 10. 1975, R.G.A.R. 1976, n° 9565, Cass. 15. 1. 1976, Pas. 1976. I, p. 550; Cass. 25. 3. 1976, Pas. 1976, I, p. 821 et l'étude de M. LEGROS, Changement de qualification et autorité au civil de la chose jugée au pénal, R.C.J.B. 1960, pp. 134 et suiv. et notamment le n° 12 et la note 65). Cette situation ne laisse pas d'être embarrassante puisqu'elle peut aboutir à condamner un tiers sur base des constatations faites dans un procès dans lequel il n'a pas été appelé à se défendre (1). Ce tiers n'a pas la ressource de la tierce-opposition qui n'est pas applicable à l'action pénale (2).

Les contraintes qui en découlent ont été jugées contraires à l'article 6 de la Convention européenne des

---

(1) Voir un cas d'application : Liège, 26.4.1977, J.L. 1977 p.73.
(2) Telle est l'opinion classique (Rép. prat. V° Tierce-opposition n°s 22 et 23 et les réf. citées). On enseigne généralement que cette solution ne peut être modifiée par application des articles 2 et 1122 du C.J. (arg. Cass. 19.3.1973, J.T. p. 370).

.../...

droits de l'homme aux termes duquel toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement tant en matière civile que pénale (Civ. Mons., 4.6.1974, R.G.A.R. 1975, n° 9387, et la note Mahieu sous ce jugement).

A supposer que le Gouvernement n'entende pas régler à l'occasion d'un projet à portée limitée un problème aussi fondamental, il convient à tout le moins d'examiner la solution à donner dans l'hypothèse où le tribunal de police serait saisi d'une action purement civile tendant à la réparation du dommage causé par une infraction au Code pénal ou aux dispositions pénales en matière de roulage, alors qu' une autre juridiction civile serait appelée à connaître, à propos du même accident, d'une action basée sur le droit commun.

Le Code judiciaire règle dans ses articles 565 et 566 le sort des demandes qui, présentées isolément, devraient être portées devant des tribunaux différents. Par le jeu de la litispendance ou de la connexité, elles sont réunies ou renvoyées devant un même tribunal. Selon cette règle, le tribunal de première instance est préféré aux autres tribunaux ; le tribunal du travail est préféré au tribunal de commerce ; le tribunal du travail et le tribunal de commerce sont préférés au juge de paix. Si le gouvernement ne souhaite pas donner au tribunal de police une compétence exclusive en matière de roulage, il s'indiquerait que le projet fixe la place du tribunal de police dans l'ordre des juridictions. Ce classement serait logique puisque l'article 601bis est appelé à former le chapitre IIIbis de la troisième partie (de la compétence), du titre premier, (de la compétence d'attribution) du Code judiciaire.

.../...

L'assimilation du tribunal de police à une juridiction de droit commun soumise au Code judiciaire suscite une autre interrogation. Alors que le tribunal de première instance, le tribunal du travail, le tribunal de commerce et la justice de paix constituent des juridictions homogènes, le tribunal de police, outre une compétence pénale accrue se verra attribuer une compétence nouvelle en matière civile. Les règles de procédure seront différentes dans l'un et l'autre cas : par définition, la procédure pénale sera appliquée dans le premier et la procédure civile dans le second. Les règles qui gouvernent le ressort seront également différentes : en tant que décision pénale, même statuant accessoirement sur des intérêts civils, la décision du tribunal de police sera toujours appelable. Par contre, les jugements civils qui ne trouveront pas leur origine dans une affaire portée à l'audience pénale, échapperont à l'appel si la demande n'excède pas 15.000 francs (1).

Il pourrait paraître logique que deux demandes relatives au même accident soient jugées en même temps, bien que l'une soit mue exclusivement en matière civile et l'autre en matière pénale. Dans le projet actuel, cette solution n'est toutefois pas possible puisque les règles d'instruction et de jugement des litiges sont différentes dans les deux cas et que la décision prononcée en matière pénale est toujours susceptible d'appel tandis que le jugement purement civil peut être en dernier ressort. En vertu de la règle de l'autorité absolue de la chose jugée au répressif, le juge de police statuant en dernier ressort dans un procès purement civil devra attendre la décision du juge d'appel saisi d'un recours contre le jugement rendu par lui dans l'instance pénale. La réformation de ce dernier jugement l'obligerait en

---

.../...

(1) somme retenue par le projet actuellement soumis aux Chambres législatives.

effet à se ranger à l'opinion du juge d'appel pour l'appréciation de l'action civile sur laquelle le premier juge aurait décidé de surseoir.

L'obligation de surseoir s'impose pareillement lorsque le juge répressif est saisi actuellement d'un accident qui suscite par ailleurs un conflit devant le tribunal du travail. Tel est le cas d'un conflit sur l'existence ou non d'un accident du travail ou sur le chemin du travail, sur le calcul du salaire de base, sur la durée des incapacités temporaires et sur les pourcentages d'incapacité.

Dans de telles hypothèses, l'article 8 de la loi du 7 juillet 1978 complétant l'article 74 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail dispose que "les questions préjudicielles qui se posent devant la juridiction répressive au sujet de l'interprétation de la loi sur les accidents du travail sont tranchées par la juridiction du travail". Ce texte ne vise toutefois pas le cas où la victime ou ses ayants droit demandent réparation au tiers responsable en l'absence de poursuites répressives. Il serait opportun de réparer cette omission car l'on ne peut concevoir que, pour un problème identique, le tribunal de police soit, en matière pénale, soumis à un renvoi qui ne s'imposerait pas à lui en matière civile.

III. Il ne sera fait aucune observation particulière sur les dispositions dont la rédaction n'appelle que des améliorations de pure forme, en particulier pour la formule de nombreux liminaires.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

Le Conseil d'Etat propose un intitulé simple et général. Cet intitulé n'a d'ailleurs pas grande importance puisque les dispositions du projet sont presque toutes modificatives ou abrogatoires de dispositions existantes.

Article 1er.

Il paraît peu logique d'insérer les deux alinéas nouveaux à l'article 130 du Code d'instruction criminelle. En effet, cet article a pour objet le renvoi de l'inculpé au tribunal correctionnel, alors que le renvoi au tribunal de police est prévu par l'article 129, dont le premier alinéa fait d'ailleurs partiellement double emploi avec l'alinéa 3 que le Gouvernement propose d'insérer dans l'article 130.

Indépendamment de la place des dispositions nouvelles au sein du projet, il serait plus indiqué de rédiger les deux alinéas nouveaux de la manière qui sera proposée ci-après.

La modification de l'article 129 exigera une légère adaptation de l'article 130.

Le projet devrait donc comporter un article supplémentaire, rédigé comme il sera proposé ci-après.

.../...

Article 2.

La mention des lois et règlements sur les barrières semble dépourvue d'utilité; les barrières qui sont visées à l'article 138, 6°, actuellement en vigueur sont vraisemblablement les barrières d'octroi. Elles ne correspondent plus à aucune réalité actuelle.

Le mot "roulage" devrait être remplacé par "circulation routière" par souci de conformité avec la terminologie existante.

Par ailleurs, au liminaire de l'article 138, les mots "et sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur les délits" deviennent sans objet en raison de l'article 19 du projet.

Article 5.

Au paragraphe 3, la distinction n'est pas faite avec suffisamment de clarté entre les compétences respectives du procureur du Roi, des auditeurs du travail et des officiers du ministère public près les juridictions militaires.

Pour faire apparaître plus nettement cette distinction, il convient de supprimer le mot "aussi" et de rédiger le paragraphe 3 comme il sera proposé ci-après.

.../...

Article 10.

Le chiffre de 25.000 francs retenu par le projet ne concorde pas avec la position prise par le Ministre devant la Commission de la Justice de la Chambre (Chambre, sess. ext. 1979, doc. 121-3, p. 2).

Lors de la discussion du projet de loi n° 121, le Ministre a, en effet, insisté pour que le montant déterminant la compétence du juge de paix soit porté à 50.000 francs.

Au surplus, il n'est pas nécessaire de reprendre l'ensemble de l'alinéa 1er de l'article 590. Il suffit d'y ajouter les mots "601bis", ainsi qu'il sera proposé ci-après.

Article 12.

Cet article appelle une observation du même ordre que celle qui a été faite sous l'article 10.

Par ailleurs, la mention du tribunal de police au Code judiciaire, dans des dispositions qui ne concernent pas son organisation, ne se conçoit qu'en fonction de la compétence spéciale qui lui est attribuée en matière civile par l'article 601bis. Dès lors, la référence à cette disposition est superflue et doit être omise.

La même observation vaut pour l'article 13.

.../...

Article 13.

L'article 765, alinéa 3, que le projet propose d'insérer dans le Code judiciaire exige que le ministère public soit entendu par le tribunal de police lorsque le montant de la demande excède 50.000 francs.

Cette dernière somme correspond ici au montant auquel le Ministre de la Justice a l'intention de porter la compétence des juges de paix, ainsi qu'il a été rappelé sous l'article 10.

Faut-il en déduire que, dans l'intention du Gouvernement, les deux chiffres devraient à l'avenir rester liés ? Dans ce cas, il serait préférable que l'article 765 nouveau fasse simplement référence à l'article 590, alinéa 1er.

C'est dans cette supposition qu'a été rédigé le texte qui sera proposé ci-après.

Chapitre II.

Pour les raisons qui ont été exposées dans l'observation générale n° I, l'intitulé de ce chapitre doit être modifié suivant la proposition qui sera faite.

.../...

Article 15.

La disposition abrogatoire visée par cet article sera reprise parmi d'autres dispositions de même nature dans la proposition ci-après.

Article 21.

Dans le texte français du liminaire, il faut lire : "15 décembre 1928" comme dans le texte néerlandais.

Articles 22 et 23.

1. Le ministère public devant les tribunaux de police se confondant désormais avec l'office du procureur du Roi, il serait préférable de faire mention du procureur du Roi plutôt que du ministère public dans les articles 208 et 209 en projet.

2. S'agissant dans ces dispositions de deux modifications au Code électoral, il serait préférable de les grouper en un seul article libellé comme il sera proposé ci-après.

Article 24.

Dans le liminaire du texte français, il faut lire : "A l'article 36, alinéa 2" comme dans le texte néerlandais.

.../...

Article 29.

Au 1°, il conviendrait d'abroger la loi du 14 juillet 1956 en son entier puisqu'il n'en subsistera aucune disposition après l'abrogation de l'article 1er.

Par ailleurs, il convient d'abroger aussi l'article 2 de la loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons résineux, qui devient sans objet.

Article 30.

Une nouvelle rédaction pour l'article 60 du Code judiciaire sera proposée ci-après.

Article 33.

L'article 69, alinéa 1er, en projet, est rédigé comme suit :

"Lorsque les nécessités du service le justifient, le Roi peut nommer des juges de complément chargés d'assurer concurremment avec le juge de paix la desserte d'un ou plusieurs cantons ou, le cas échéant, concurremment avec le juge au tribunal de police la desserte de sa juridiction".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition laisse entendre que le même juge de complément pourrait assister le

.../...

juge de paix et le ou les juges au tribunal de police dans le même canton ou dans le même ressort.

Suivant les indications qui ont été données au Conseil d'Etat, telle n'est pas l'intention du Gouvernement.

Un texte différent sera dès lors proposé ci-après pour l'article 69, alinéa 1er, nouveau.

Article 34.

Il ne se recommande pas de reproduire entièrement des dispositions auxquelles ne sont apportées que des modifications mineures et facilement déterminables.

.../...

Par ailleurs, s'il est vrai que la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police qualifie de "greffier en chef" le greffier le plus élevé en grade dans ces tribunaux, cette terminologie ne correspond pas à celle du Code judiciaire qui, notamment en ses articles 177, alinéa 1er, et 263, § 1er, désigne ce greffier comme "greffier-chef de greffe". La terminologie du Code judiciaire doit être préférée à celle de la loi du 16 juillet 1970.

La même observation vaut pour les articles 38, 39 et 52.

Articles 35 et 36.

Modifiant toutes deux l'article 1er de l'annexe du Code judiciaire, ces dispositions gagneraient à être groupées en un seul article.

Article 37.

Le projet, en reprenant l'ensemble de l'article 3 dans sa version nouvelle, fait partiellement double emploi avec le projet que le Conseil d'Etat a examiné sous le numéro L. 13.400.

.../...

Il va de soi que les observations qui ont été faites à propos de ce dernier projet ont été prises en considération pour la rédaction du texte proposé ci-après. Et que ce texte rend sans objet la proposition moins complète qui a été faite dans le projet L. 13.400.

Article 38.

Suivant les indications qui ont été fournies au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est de permettre au Roi - et non de lui imposer - de faire desservir deux tribunaux de police par un même juge et par un même greffier-chef de greffe dans les arrondissements judiciaires d'Ypres et de Furnes, d'une part, de Neufchâteau et de Marche-en-Famenne, d'autre part.

L'intention du Gouvernement serait dès lors mieux traduite dans la rédaction proposée ci-après.

Article 39.

Il se recommanderait d'ériger cet article en disposition autonome plutôt que de remplacer l'article unique d'une loi qui peut être plus simplement abrogée.

Articles 40 à 43.

Plutôt que de remplacer des tableaux soit en entier, soit même partiellement, par colonne, il serait plus clair de reproduire dans le projet l'ensemble des dispositions relatives aux différents cadres du personnel.

.../...

S'agissant de cadres, le Conseil d'Etat n'a pas cru devoir faire de proposition quant au contenu chiffré des articles appelés à les fixer.

Il a été supposé, pour la rédaction de la disposition abrogatoire (article 56 du texte proposé), que la suggestion du Conseil d'Etat serait suivie et que les tableaux seraient par conséquent remplacés en entier.

Article 44.

Suivant l'alinéa 2, lorsque le Ministre de la Justice aura affecté des greffiers, des commis-greffiers ou des membres du personnel de greffe à une juridiction différente de celle de leur affectation précédente, les frais de parcours pourront être remboursés, mais seulement pendant les six premiers mois de cette affectation nouvelle.

Si ce projet est adopté tel quel par les Chambres législatives, il s'ensuivra que le préjudice éventuellement encouru au-delà des six premiers mois de l'affectation ne pourra pas être considéré comme un préjudice exceptionnel au sens de l'article 11 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat mais qu'il apparaîtra, au contraire, comme un préjudice voulu par le législateur.

Par ailleurs, l'article serait mieux rédigé de la façon qui sera proposée ci-après.

Article 47.

Ainsi que le Conseil d'Etat le fait observer dans son avis sur le projet n° L. 13.406, il y a double emploi entre les deux projets pour l'alinéa 1er du nouvel article 17.

.../...

Par ailleurs, la disposition abrogatoire de l'alinéa 2 ne pourra être maintenue que si elle entre en vigueur avant l'article 9 du projet n° L. 13.406.

Article 50.

Plutôt qu'après l'article 5, la disposition en projet serait mieux à sa place à l'article 1er, dont elle formerait l'alinéa 2, ainsi que le propose d'ailleurs le projet n° L. 13.406, avec lequel le présent projet fait un double emploi qu'il appartiendra au Gouvernement d'éliminer.

Article 51.

L'article 46, alinéa 1er, en projet est presque identique à l'article 46, alinéa 1er, nouveau porté par le projet n° L. 13.406 modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Il ne s'en écarte que sur deux points :

1. Le présent projet exige que cinq juges au tribunal de première instance de Verviers justifient de la connaissance de la langue allemande, tandis que, dans le projet n° L. 13.406/2, cette justification est exigée d'un vice-président et de quatre juges, cette dernière formule paraissant la plus heureuse, compte tenu notamment de la compétence de la chambre des référés.

2. Le projet n° L. 13.406 omet à tort la justification de la connaissance de la langue allemande par le juge de police d'Eupen.

.../...

Il appartiendra au Gouvernement d'éliminer ce double emploi et, s'il choisit d'omettre du présent projet la disposition de l'article 46, alinéa 1er, nouveau, de ne pas perdre de vue les connaissances linguistiques exigibles du juge de police d'Eupen.

Article 52.

Il y a lieu d'observer que si l'article 53 en projet fait mention du greffier en chef (lire : chef de greffe) et du greffier au tribunal de police d'Eupen, ce même tribunal, selon l'article 39 du projet, ne comprend pas de greffier. Il y a donc contradiction entre les deux dispositions. S'il s'agit seulement, par la rédaction de l'article 53, de faire jouer l'article 54bis, la seule mention du greffier-chef de greffe y suffit.

Par ailleurs, la disposition en projet fait partiellement double emploi avec la disposition, bien plus complète, de l'article 30 du projet n° L. 13.406. Il appartiendra au Gouvernement d'éliminer ce double emploi et, le cas échéant, de prendre en considération, pour le présent projet, les observations et la proposition de texte qui ont été faites sous l'article 30 du projet n° L. 13.406.

\+

\+ \+

Compte tenu de ces observations, le texte suivant est proposé :

.../...

"PROJET DE LOI RELATIF AUX TRIBUNAUX DE POLICE.

- - - - - - - - -

CHAPITRE Ier. - Modifications au Code d'instruction criminelle et à la loi sur la détention préventive.

Article 1er.- (article 16 du projet).

Dans l'article 15 du Code d'instruction criminelle modifié par la loi du 10 juillet 1967, les mots : "à l'officier par qui sera rempli le ministère public près le tribunal de police" sont remplacés par les mots "au procureur du Roi".

Article 2.- (article 17 du projet).

L'article 20 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"(la suite comme au projet)".

Article 3.- (article 19 du projet).

L'article 22 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 22. Les procureurs du Roi sont chargés de la recherche et de la poursuite des infractions dont la connaissance appartient aux cours d'assises, aux tribunaux correctionnels et aux tribunaux de police, sauf, pour ces deux dernières juridictions, lorsque l'action publique est confiée à l'auditeur du travail".

.../...

Article 4.- (article 19 du projet).

L'article 23, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

"Sont également compétents pour exercer les attributions fixées par l'article 22, le procureur du Roi du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé pourra être trouvé".

Article 5.- (article 5 du projet).

Au même Code, il est inséré un article 47bis rédigé comme suit :

"Article 47bis. § 1er. Lorsque le dommage éventuellement causé a été entièrement réparé, le procureur du Roi peut, pour une infraction punissable, soit d'une amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas six mois, soit de l'une et l'autre de ces peines, s'il estime devoir requérir une amende ou une amende et la confiscation, inviter l'auteur de l'infraction à verser une somme déterminée à l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Le procureur du Roi fixe les modalités et le délai de paiement. Ce délai est de huit jours au moins et de trois mois au plus, en cas de contravention, de huit jours au moins et de six mois au plus, en cas de délit; ce dernier délai peut être porté à douze mois lorsque des circonstances particulières le justifient.

.../...

La somme prévue à l'alinéa premier ne peut être supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, majorée des décimes additionnels, ni être inférieure à 100 francs.

Cette somme peut comprendre en tout ou en partie, les frais d'analyses ou d'expertise qui doivent être payés à l'organisme ou à la personne à qui ils sont dus.

Le procureur du Roi invite l'auteur de l'infraction passible de confiscation à abandonner dans un délai qu'il fixe les objets saisis ou, s'ils ne le sont pas, à les remettre à l'endroit qu'il fixe.

Les paiement, abandon et remise éteignent l'action publique.

Les préposés de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines informent le procureur du Roi du versement effectué.

Les invitations prévues aux alinéas 1er et 4 se font par lettre recommandée à la poste ou par un avertissement remis par un agent de la force publique.

§ 2. (comme au projet).

§ 3. Pour les infractions prévues au paragraphe 1er, qui relèvent de la compétence des auditeurs du travail ou de l'auditeur militaire, la faculté accordée par ce paragraphe appartient respectivement à ces magistrats. Elle appartient au procureur général près la Cour d'appel à l'égard des personnes visées par les articles 478 et 479".

.../...

Article 6.- (article 1er du projet).

A l'article 129 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"S'ils sont d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention de police ou l'un des délits prévus à l'article 138, l'inculpé sera renvoyé au tribunal de police et il sera remis en liberté s'il est arrêté".

2° un alinéa 2, rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 (qui devient l'alinéa 3) :

"Si toutefois, il est en état d'arrestation pour une infraction aux articles 418, 419 ou 420 du Code pénal, pour délit de fuite à l'occasion d'un accident ayant entraîné pour autrui des coups et blessures ou la mort, ou pour une infraction à la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, ou pour une infraction connexe à ces infractions et prévue par les lois sur la police de la circulation routière, la mise en liberté sera réglée conformément à l'article 130, alinéa 2".

Article 7 (nouveau).-

A l'article 130, alinéa 1er, du même Code, les mots "sauf le cas prévu à l'article 129, alinéa 1er", sont insérés avant les mots "si le délit est reconnu".

.../...

Article 8.- (article 2 du projet).

A l'article 138 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, modifié par l'arrêté royal n° 252 du 8 mars 1936, les mots "et sans préjudice du droit du Procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur les délits" sont supprimés;

2° au 6°, modifié par la loi du 15 avril 1958, sont supprimés les mots "les barrières" et "à l'exception du délit de fuite à l'occasion d'un accident ayant entraîné pour autrui des coups, des blessures ou la mort".

Article 9.- (article 3 du projet).

A l'article 152 du même Code, modifié par les lois du 16 février 1961 et du 20 décembre 1974, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots "Si elle ne comparaît pas, il sera statué par défaut" sont supprimés;

2° l'article est complété par les dispositions suivantes :

"Toutefois ... (comme au projet).

Il sera statué par défaut s'il n'est pas déféré à l'obligation de comparaître en personne, prévue à l'alinéa 2 ou 4".

Article 10.- (article 4 du projet).

(comme au projet).

.../...

Article 11.- (article 14 du projet).

Sont abrogés dans le Code d'instruction criminelle :

1° l'article 21, modifié par la loi du 10 juillet 1967;

2° dans l'article 138, le 6°bis, y inséré par la loi du 21 février 1959;

3° dans le livre II, titre 1er, chapitre 1er, le paragraphe II, remplacé par l'arrêté royal n° 59 du 10 janvier 1935, et comprenant :

a) l'article 166, modifié par l'arrêté royal n° 59 du 10 janvier 1935, par l'arrêté royal n° 7 du 21 juin 1939 et par la loi du 7 juin 1949;

b) l'article 167, modifié par l'arrêté royal n° 59 du 10 janvier 1935;

c) l'article 168, modifié par l'arrêté royal n° 59 du 10 janvier 1935;

d) l'article 169, modifié par les lois du 7 juin 1949 et du 10 octobre 1967;

4° l'article 180, modifié par les lois des 7 juin 1949 et 30 décembre 1957;

5° l'article 108bis, y inséré par la loi du 7 juin 1949;

6° l'article 108ter, y inséré par la loi du 7 juin 1949 et modifié par la loi du 10 octobre 1967.

.../...

Article 12.- (article 6 du projet).

A la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'article 7, alinéa 1er, modifié par la loi du 29 juin 1899, après les mots "requête adressée" sont insérés les mots "au tribunal de police depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement;"

2° l'article 19 de la même loi, modifié par la loi du 13 mars 1973 est complété par la disposition suivante :

(la suite comme au projet).

CHAPITRE II - Modifications au Code judiciaire.

Article 13.- (article 30 du projet).

L'article 60 du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

"Article 60. Il y a des tribunaux de police. Un ou plusieurs juges y exercent leurs fonctions dans les limites territoriales indiquées à l'annexe au présent Code".

Article 14.- (article 31 du projet).

L'article 61, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Le siège des tribunaux de police est établi au chef-lieu de l'arrondissement judiciaire lorsqu'il n'en est pas disposé autrement par l'article 3 de l'annexe au présent Code".

.../...

Article 15.- (article 33 du projet).

L'article 69, alinéa 1er, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

"Le Roi peut nommer des juges de complément chargés de desservir les justices de paix et les tribunaux de police concurremment, soit avec le juge de paix, soit avec le juge de police".

Article 16.- (article 34 du projet).

A l'article 305 du même Code, modifié par la loi du 23 mai 1975, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "et les juges au tribunal de police" sont supprimés;

2° il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

"Les juges, les greffiers-chefs de greffe et les greffiers au tribunal de police sont tenus de résider dans l'arrondissement où est établi le tribunal de police, ou, si le juge de police dessert plusieurs arrondissements, dans un de ces arrondissements".

Article 17.- (article 8 du projet).

L'article 573, alinéa 1er, 1°, du même Code est complété par les mots "ou des tribunaux de police".

Article 18.- (article 9 du projet).

L'article 577, alinéa 1er, du même Code est complété par les mots "et, dans les cas prévus à l'article 601bis, par le tribunal de police".

.../...

Article 19.- (article 10 du projet).

A l'article 590, alinéa 1er, du même Code, l'énumération finale est remplacée par : "... aux articles 569 à 571, 574, 578 à 583 et 601bis".

Article 20.- (article 11 du projet).

Un chapitre IIIbis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code, troisième partie, titre Ier :

"CHAPITRE IIIbis - Tribunal de police.

Article 601bis. Quel que soit le montant de la demande, le tribunal de police connaît des contestations relatives aux dommages résultant, soit d'un homicide involontaire ou de coups ou de blessures involontaires causés par un accident de roulage dans un lieu public, soit d'une infraction aux lois et règlements sur la circulation routière".

Article 21.- (article 12 du projet).

A l'article 617, alinéa 1er, du même Code, après les mots "du tribunal de commerce", les mots "et du juge de paix" sont remplacés par les mots "du juge de paix et du tribunal de police".

Article 22.- (article 13 du projet).

L'article 765 du même Code est complété par la disposition suivante :

"Dans les matières déférées au tribunal de police par application de l'article 601bis, celui-ci ne statue, à peine de nullité, qu'après avoir entendu l'avis du ministère public, lorsque le montant de la demande excède le montant prévu à l'alinéa 1er".

Article 23.- (articles 35 et 36 du projet).

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 1er de l'annexe au même Code :

"1° le paragraphe 172 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 172. (la suite comme au projet).

2° le paragraphe 173 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 173. (la suite comme au projet)".

Article 24.- (article 37 du projet).

L'article 3 de l'annexe au même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3. Un tribunal de police est établi dans les lieux et les limites territoriales déterminés ci-après :

1. à Anvers.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire d'Anvers.

2. à Malines.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons de Malines et de Willebroek.

3. à Lierre.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons d'Heist-op-den-Berg et de Lierre.

4. à Turnhout.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Turnhout.

.../...

5. à Bruxelles.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des deux cantons d'Anderlecht, du canton d'Auderghem, des neuf cantons de Bruxelles, des cantons d'Etterbeek et de Forest, des deux cantons d'Ixelles, des cantons de Jette, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Gilles, et de Saint-Josse-ten-Noode, des trois cantons de Schaerbeek et des cantons d'Uccle et de Woluwe-Saint-Pierre.

6. à Vilvorde.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons d'Asse, Kraainem, Vilvorde, Wolvertem et Zaventem.

7. à Hal.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons de Hal, Herne, Overijse, Rhode-Saint-Genèse et Sint-Kwintens-Lennik.

8. à Louvain.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Louvain.

9. à Nivelles.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Nivelles.

10. à Charleroi.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Charleroi.

11. à Mons.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Mons.

.../...

12. à Tournai.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

13. à Bruges.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Bruges.

14. à Ypres.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Ypres.

15. à Courtrai.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Courtrai.

16. à Furnes.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Furnes.

17. à Alost.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des deux cantons d'Alost et du canton de Ninove.

18. à Termonde.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons de Hamme, Termonde, Wetteren et Zele.

19. à Saint-Nicolas.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons de Beveren et Lokeren et des deux cantons de Saint-Nicolas.

20. à Gand.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Gand.

.../...

21. à Audenarde.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire d'Audenarde.

22. à Huy.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Huy.

23. à Liège.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Liège.

24. à Verviers.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons d'Aubel, Herve, Limbourg, Malmédy, Spa et Stavelot et des deux cantons de Verviers.

25. à Eupen.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire des cantons d'Eupen et de Saint-Vith (Sankt Vith).

26. à Hasselt.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Hasselt.

27. à Tongres.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Tongres.

28. à Arlon.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire d'Arlon.

.../...

29. à Marche-en-Famenne.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne.

30. à Neufchâteau.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Neufchâteau.

31. à Dinant.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Dinant.

32. à Namur.
Ce tribunal exerce sa juridiction sur le territoire de l'arrondissement judiciaire de Namur".

Article 25.- (article 38 du projet).

Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'annexe au Code judiciaire :

"Article 3bis. Un même juge et un même greffier - chef de greffe au tribunal de police peuvent être nommés pour les ressorts désignés ci-après :

1° les arrondissements judiciaires d'Ypres et de Furnes;

2° les arrondissements judiciaires de Neufchâteau et de Marche-en-Famenne".

Article 26.- (article 15 du projet).

Les articles 67, 156 et 159 du même Code sont abrogés.

.../...

CHAPITRE III - Modifications à la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Article 27.- (article 50 du projet).

L'article 1er de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, est complété par la disposition suivante :

"Devant les mêmes juridictions dont le siège est établi dans l'arrondissement de Verviers, devant les justices de paix d'Eupen et de Saint-Vith et devant le tribunal de police d'Eupen, la procédure est faite conformément aux articles 5 et 6".

Article 28 (nouveau).-

Dans l'article 5, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, après les mots "justices de paix" sont insérés les mots "et les tribunaux de police".

Article 29.- (article 48 du projet).

L'article 7, § 1erbis, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1963, est complété comme suit :

"... (la suite comme au projet)".

Article 30.- (article 49 du projet).

Un article 7ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 7ter. L'article 7bis est applicable devant les tribunaux de police de Hal et de Vilvorde lorsqu'ils connaissent des demandes visées à l'article 601bis du Code judiciaire (la suite comme au projet)".

Article 31.- (article 45 du projet).

A l'article 14 de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1963, sont apportées les modifications suivantes : (la suite comme au projet).

Article 32.- (article 46 du projet).

L'article 15, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1963, est complété comme suit :

"... (la suite comme au projet)".

Article 33.- (article 47 du projet).

A l'article 17 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Devant le tribunal de police d'Eupen, la procédure est faite en allemand";

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Article 34.- (article 51 du projet).

L'article 46, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 15 juillet 1970, est remplacé par la disposition suivante :

"... (la suite comme au projet)".

Article 35.- (article 52 du projet).

L'article 53, § 5, de la même loi, modifié par la loi du 15 juillet 1970, est complété comme suit :

"Il en est de même du greffier -chef de greffe du tribunal de police d'Eupen".

.../...

CHAPITRE IV. - Modifications à d'autres dispositions législatives (1).

Article 36 (nouveau).-

L'article 65, alinéa 4, du Décret du 24 décembre 1811 relatif à l'organisation et au service des états-majors des places, est remplacé par la disposition suivante :

"Les infractions prévues à l'alinéa ler sont passibles des peines prévues au Code pénal, dans les cas analogues, savoir :".

Article 37.- (article 28 du projet).

(comme au projet).

Article 38.- (article 27 du projet).

(comme au projet).

Article 39.- (article 21 du projet).

L'article 14 de la loi du 25 juillet 1891 revisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer, modifié par la loi du 15 décembre 1928, ... (la suite comme au projet).

.../...

---

(1) Les dispositions groupées sous ce chapitre ont reçu l'accord du délégué du Gouvernement.

Article 40 (nouveau).-

L' article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 31 mars 1892 qui est relatif aux enquêtes en matière d'assistance publique est remplacé par la disposition suivante :

"Ces procès-verbaux sont transmis dans les trois jours au procureur du Roi".

Article 41 (nouveau).-

L'article 9 de l'arrêté royal du 7 février 1898 qui porte règlement relatif à l'organisation de la police des tramways est remplacé par la disposition suivante :

"Ces procès-verbaux sont transmis dans les trois jours au procureur du Roi".

Article 42 (nouveau).-

L'article 3 de l'arrêté royal du 25 août 1900 qui est relatif à l'exécution de la loi sur le commerce des bourgeons de résineux est remplacé par la disposition suivante :

"Les procès-verbaux sont transmis dans les trois jours au procureur du Roi".

.../...

Article 43 (nouveau).-

A l'article 14, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 août 1926 relatif à l'agréation des **gardes** pour surveiller l'exécution de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique, les mots "ou à l'officier du ministère public près le tribunal de police suivant leur compétence respective" sont supprimés.

Article 44 (articles 22 et 23 du projet).-

Les modifications suivantes sont apportées au Code électoral :

"1° l'article 208 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 208. Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses d'accord avec le procureur du Roi".

2° L'article 209, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse la liste des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises".

Article 45 (article 24 du projet).-

A l'article 36, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1937... (la suite comme au projet).

.../...

Article 46 (article 25 du projet).-

(Comme au projet).

Article 47 (article 7 du projet).-

(Texte du projet, en écrivant dans le texte français du paragraphe 3, "dans l'article 8, paragraphe 2" au lieu de "alinéa 2").

Article 48 (article 26 du projet).

L'article 55, alinéa 2, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, modifiée par la loi du 9 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

(la suite comme au projet).

Article 49 (article 29 du projet).-

Sont abrogés :

1° l'article 2 de la loi du 4 mai 1900 sur le commerce des bourgeons de résineux;

2° la loi du 14 juillet 1956 modifiant la législation sur la rémunération des officiers du ministère public près les tribunaux de police;

3° les articles 84 et 88 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique et de redressement financier.

.../...

CHAPITRE V. - Fixation du cadre du personnel des tribunaux, des parquets et des greffes.

Articles 50, 51, 52, 53 et 54.-

(Prendraient place sous ces numéros les articles 39, 40, 41, 42 et 43 du projet, après qu'ils auront éventuellement été complètés conformément à l'observation faite sous ces dispositions).

Article 55 (article 44 du projet).-

Lorsque les nécessités du service le justifient, le Ministre de la Justice détermine le greffe de la juridiction auquel sont affectés les greffiers et commis-greffiers, et le personnel des greffes des juridictions dont la compétence a été modifiée par la présente loi.

Dans ce cas, des frais de parcours peuvent être remboursés, pendant les six premiers mois de l'affectation nouvelle, selon le tarif fixé par le Roi en matière de frais de parcours accordés aux fonctionnaires de l'Etat en déplacement de service.

Par dérogation à l'article 305 du Code judiciaire, les greffiers visés au présent article peuvent conserver la résidence qui était la leur avant leur affectation.

Article 56 (articles 39 à 43 partim du projet).-

Sont abrogées :

.../...

1° la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire;

2° la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police, modifiée par la loi du 7 mars 1977;

3° la loi du 20 juillet 1971 déterminant le cadre du personnel des justices de paix, modifiée par la loi du 2 juin 1975;

4° la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance.

CHAPITRE VI. - Entrée en vigueur.

Article 57 (article 53 du projet).-

(Comme au projet)".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp is verdeeld in vijf hoofdstukken, die elk hun eigen opheffingsbepalingen bevatten :

I. Uitbreiding van de bevoegdheid van de politierechtbanken.

II. Afschaffing van het ambt van politiecommissaris en van gerechtelijk officier of agent bevoegd om de procureur des Konings bij te staan in de uitoefening van zijn ambt bij de politierechtbank.

III. Wijziging van bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechterlijke organisatie.

IV. Wijziging van de personeelsformatie der magistraten en leden van de griffie van de politierechtbanken, van de vredegerechten en van de rechtbanken van eerste aanleg.

V. Aanpassing van de wet op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Elk van die hoofdstukken, waarvan de opschriften soms ruimer zijn opgevat dan de inhoud, komt naar orde van belangrijkheid overeen met een reeks van middelen welke de Regering wil aanwenden om de zorgwekkende achterstand in de rechtsbedeling in te halen.

Een zodanige volgorde kan nuttig zijn in de algemene memorie van toelichting, opdat de Wetgevende Kamers zich een concreet idee kunnen vormen van de bedoeling van de Regering en van de instellingen of procedures welke zij wenst te hervormen om die bedoeling te verwerkelijken. Voor het eigen-

.../...

lijke ontwerp is die volgorde niet dienstig. Zoals dit nu ingericht is, ontstaat er grillige versnippering van bepalingen die strekken tot wijziging of opheffing van bestaande bepalingen welke samenstaan in wetboeken (Gerechtelijk Wetboek, Wetboek van Strafvordering, Veldwetboek, Kieswetboek, Boswetboek) of in belangrijke wetten zoals de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ter voorkoming van moeilijkheden bij de coördinatie en van alle onachtzaamheden waartoe die versnippering kan leiden, stelt de Raad van State voor aan het ontwerp een meer technische structuur te geven waarbij rekening wordt gehouden met de belangrijkheid van de te wijzigen wetboeken of wetten en, in die wetboeken en wetten, met de volgorde van hun bepalingen.

In de volledige tekst die aan het slot van dit advies wordt voorgesteld, wordt aangegeven met welke plaatsen in het ontwerp de voorgestelde bepalingen overeenstemmen.

II. Volgens de memorie van toelichting strekt het ontwerp niet alleen om de huidige bevoegdheid van de politierechtbank inzake wegverkeer uit te breiden tot de kennisneming van "ongevallen met lichamelijke letsels of met de dood voor gevolg", maar ook om haar bevoegd te verklaren voor "de ermede gepaard gaande burgerlijke rechtsvorderingen", ongeacht het bedrag van die vorderingen.

Artikel 11 van het ontwerp beantwoordt niet ten volle aan dat doel. Het beperkt namelijk de bevoegdheid van de politierechtbank in burgerlijke zaken tot de schade "ontstaan uit

.../...

onopzettelijk doden of onopzettelijke slagen of verwondingen die het gevolg zijn van een verkeersongeval op een openbare plaats, en uit misdrijven omschreven in de wetten en verordeningen betreffende het wegverkeer". Uit die tekst volgt dat de politierechtbank in burgerlijke zaken slechts bevoegd zal zijn op voorwaarde dat er een misdrijf is. Aan die voorwaarde zal voldaan zijn als de burgerlijke rechtsvordering wordt ingesteld terwijl de strafvordering door het overlijden van de beklaagde of door verjaring vervallen is, of terwijl ze, ook al is er een misdrijf voorhanden, door het openbaar ministerie of door de benadeelde partij niet ingesteld is of niet werkelijk ingesteld is kunnen worden. Op grond van de huidige tekst daarentegen kan de politierechtbank niet worden belast met het onderzoek van een verkeersongeval waarvan de oorzaak, zonder dat er van enig misdrijf sprake is, zou moeten worden opgespoord overeenkomstig de beginselen die zijn neergelegd in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. Dat kan een knellende situatie worden wanneer degene die een vergoeding vordert, een en dezelfde persoon voor de geleden schade aansprakelijk stelt, én op grond van een verkeersovertreding én op grond van de beginselen van gemeen recht, of wanneer hij opkomt tegen verscheidene personen die op onderscheiden juridische gronden tot vergoeding gehouden zijn. Moet de eiser in dat geval meer dan een geding aanspannen, voor verschillende gerechten ?

De moeilijkheid doet zich reeds in de huidige stand van het recht voor, maar in een andere vorm. De oplossingen die eraan gegeven zijn moeten in het kort worden vermeld. Vonnissen in strafzaken hebben volle gezag van gewijsde. Ze kunnen, in de mate van hetgeen op de strafvordering is gevonnist, erga omnes worden ingeroepen, zowel wat het bestaan als wat de toerekenbaarheid van het misdrijf betreft. Ofschoon deze fundamentele regel in geen enkele wettekst uitdrukkelijk

.../...

is geformuleerd, wordt hij beschouwd als een toepassing van de algemene beginselen van het strafrecht (Cass. 14.6.1926, Pas. 1927, I, 23 en noot 4, conclusie van eerste advocaat-generaal Paul MAHAUX bij Cass. 3.9.1968, Pas. 1969, I, 4; conclusie O.M. bij Cass. 21.5.1970, J.T. 1970, blz. 451; HAYOIT de TERMICOURT, "Considérations sur le projet de Code judiciaire", J.T. 1966, blz. 498 en 499; GANSHOF VAN DER MEERSCH, "Propos sur le texte de la loi et les principes généraux du droit", J.T. 1970, blz. 585).

Gezag van gewijsde hebben ook de motieven van het strafvonnis; zij vormen immers de onmisbare grondslag van de beslissing. Zo is de rechter in burgerlijke zaken door de bevindingen in verband met de schuld van een niet bij de debatten betrokken derde gebonden, wanneer die bevindingen onmisbaar zijn voor de beslissing van de strafrechter (Cass. 10.10.1975, R.G.A.R. 1976, nr. 9565; Cass. 15.1.1976, Pas. 1976, I, blz. 550; Cass. 25.3.1976, Pas. 1976, I, blz. 821, en M. LEGROS, "Changement de qualification et autorité au civil de la chose jugée au pénal", R.C.J.B. 1960, blz. 134 en volgende, inzonderheid nr. 12 en noot 65). Een hinderlijke kant aan die situatie is, dat ze kan meebrengen dat een derde wordt veroordeeld op grond van de bevindingen die gedaan zijn in een geding waarin hij niet opgeroepen was om zich te verdedigen (1). Die derde kan geen derdenverzet doen, want dit is op de strafvordering niet van toepassing (2).

.../...

---

(1) Voor een geval van toepassing, zie Luik, 26.4.1977, J.L. 1977, blz. 73.

(2) Dit is de klassieke opvatting (Rép. prat. v° Tierce-opposition nrs 22 en 23 met de aangehaalde verwijzingen). Algemeen wordt geponeerd dat die oplossing niet kan worden gewijzigd op grond van de artikelen 2 en 1122 van het Gerechtelijk Wetboek (arg. Cass. 19.3.1973, J.T. blz. 370).

Van de daaruit volgende dwang is geoordeeld dat hij in strijd is met artikel 6 van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, volgens hetwelk eenieder recht heeft op een eerlijke behandeling van zijn zaak, zowel in burgerlijke als in strafzaken (Burgerl. Bergen, 4.6.1974, R.G.A.R. 1975, nr. 9387, en noot MAHIEU onder dat vonnis).

Gesteld dat de Regering niet voornemens is, van een ontwerp met beperkte reikwijdte gebruik te maken om een zo fundamenteel probleem te regelen, dan moet toch op zijn minst worden onderzocht welke de oplossing dient te zijn in het geval dat bij de politierechtbank een zuiver burgerlijke rechtsvordering zou worden ingesteld tot vergoeding van schade veroorzaakt door een overtreding van het Strafwetboek of van de strafbepalingen inzake wegverkeer, terwijl een ander burgerlijk gerecht in verband met hetzelfde ongeval kennis zou moeten nemen van een op het gemeen recht gegronde rechtsvordering.

Het Gerechtelijk Wetboek treft in zijn artikelen 565 en 566 een regeling ten aanzien van de vorderingen die, "afzonderlijk ingesteld, voor verschillende rechtbanken zouden moeten worden gebracht". Door het feit van hun aanhangigheid of hun samenhang worden die vorderingen samengevoegd voor of verwezen naar eenzelfde rechtbank. Volgens die regel is er voorrang van de rechtbank van eerste aanleg boven de andere rechtbanken, van de arbeidsrechtbank boven de rechtbank van koophandel, van de arbeidsrechtbank en de rechtbank van koophandel boven de vrederechter. Indien de Regering aan de politierechtbank geen uitsluitende bevoegdheid inzake wegverkeer wenst te verlenen, zou het ontwerp de plaats van de politierechtbank in de rangorde van de gerechten moeten opgeven. Zulk een rangschikking

.../...

zou logisch zijn, daar het ontworpen artikel 601bis hoofdstuk III zou vormen in het derde deel (Bevoegdheid) van de eerste titel (Volstrekte bevoegdheid) van het Gerechtelijk Wetboek.

In verband met de gelijkstelling van de politierechtbank met een aan het Gerechtelijk Wetboek onderworpen gerecht van gemeen recht rijst nog een andere vraag. Terwijl de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank, de rechtbank van koophandel en het vredegerecht homogene gerechten zijn, zal de politierechtbank naast een verruimde bevoegdheid in strafzaken ook een nieuwe bevoegdheid in burgerlijke zaken krijgen. Voor beide gevallen zullen de procedureregels verschillen : uiteraard zal in het eerste de strafrechtspleging, in het tweede de burgerlijke rechtspleging gelden. Met betrekking tot het rechtsgebied zullen evenmin gelijke regels toepassing vinden : als beslissing in strafzaken, zelfs met bijkomende beschikking op burgerrechtelijke belangen, zal de beslissing van de politierechtbank steeds voor hoger beroep vatbaar zijn. Maar tegen een vonnis in burgerlijke zaken dat niet zijn oorsprong vindt in een zaak die op de terechtzitting in strafzaken komt, zal geen beroep openstaan als de vordering 15.000 frank niet overschrijdt (1).

Het lijkt in de rede te liggen dat twee vorderingen betreffende een zelfde ongeval tegelijk worden berecht, al is de ene uitsluitend in burgerlijke, de andere in strafzaken aangebracht. Het onderhavige ontwerp maakt dat niet mogelijk, omdat de regels inzake behandeling en berechting van de geschillen in de twee gevallen verschillend zijn en de in strafzaken gewezen beslissing steeds voor hoger beroep vatbaar is, terwijl het vonnis in zuiver burgerlijke zaken ook in laatste aanleg kan zijn gewezen. Krachtens de regel dat beslissingen in straf-

.../...

---

(1) som vastgesteld in het thans aan de Wetgevende Kamers voorgelegde ontwerp.

zaken volle gezag van gewijsde hebben, zal de politierechter die in een zuiver burgerlijk geding recht doet in laatste aanleg, moeten wachten op de beslissing van de rechter in hoger beroep bij wie opgekomen is tegen het vonnis dat hij in het strafgeding heeft gewezen. De verandering van dat strafvonnis zou hem immers verplichten de rechter in hoger beroep te volgen voor het beoordelen van de burgerlijke vordering waarin de eerste rechter zijn beslissing zou hebben uitgesteld.

De verplichting tot uitstellen bestaat evenzo, wanneer de strafrechter uitspraak heeft te doen over een ongeval waaromtrent tevens een geschil aanhangig is bij de arbeidsrechtbank. Dat is het geval met geschillen over de vraag of er al dan niet een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar en van het werk is geweest, over de bescherming van het basisloon, over de duur van de tijdelijke arbeidsongeschiktheid en over de ongeschiktheidspercentages.

Voor dergelijke gevallen bepaalt artikel 8 van de wet van 7 juli 1978, hetwelk artikel 74 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 aanvult : "Prejudiciële geschillen die "zich stellen vóór de strafrechter in verband met de interpre- "tatie van de arbeidsongevallenwet, worden beslecht door het "arbeidsgerecht". Die tekst doelt echter niet op het geval dat de getroffene of zijn rechtverkrijgenden schadevergoeding vorderen van de aansprakelijke derde wanneer geen strafvervolging is ingesteld. Herstel van dat verzuim zou gelegen komen, want het is niet denkbaar dat de politierechtbank, voor een identiek probleem, in strafzaken wel, in burgerlijke zaken niet tot verwijzen gehouden zou zijn.

.../...

III. Er worden geen bijzondere opmerkingen gemaakt over de bepalingen, en met name over een groot aantal inleidende volzinnen, waarvan alleen de vorm verbetering behoeft.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

OPSCHRIFT.

De Raad van State stelt een eenvoudig en algemeen opschrift voor. Van zo heel veel belang is dat opschrift overigens niet, daar het ontwerp bijna uitsluitend wijzigings- en opheffingsbepalingen bevat.

Artikel 1.

Het lijkt niet zeer logisch de twee nieuwe leden in te voegen in artikel 130 van het Wetboek van Strafvordering. Dat artikel handelt immers over de verwijzing van de verdachte naar de correctionele rechtbank, terwijl de verwijzing naar de politierechtbank geregeld is in artikel 129, waarvan het tweede lid overigens een doublure vormt met het derde lid dat de Regering in artikel 130 wil invoegen.

Afgezien van de plaats welke de nieuwe bepalingen in het ontwerp moeten krijgen, kunnen de twee nieuwe leden beter gelezen worden zoals hierna wordt voorgesteld.

De wijziging van artikel 129 maakt een lichte aanpassing van artikel 130 noodzakelijk.

.../...

Aan het ontwerp zou dus een artikel moeten worden toegevoegd; een redactie wordt hierna voorgesteld.

Artikel 2.

De vermelding van de wetten en verordeningen op de barelen lijkt geen nut te hebben; met de barelen waarvan sprake is in het huidige artikel 138, 6°, worden waarschijnlijk de douanebarelen bedoeld, die niet meer bestaan.

In de Franse tekst dient het woord "roulage" te worden vervangen door "circulation routière", ter wille van de bestaande terminologie.

Voorts worden de woorden "Onverminderd het recht van de procureur des Konings om een opsporingsonderzoek in te stellen of een gerechtelijk onderzoek te vorderen inzake wanbedrijven" overbodig, gelet op artikel 19 van het ontwerp.

Artikel 5.

In paragraaf 3 komt het onderscheid tussen de respectieve bevoegdheid van de procureur des Konings, de arbeidsauditeurs en de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de militaire gerechten niet voldoende duidelijk tot uiting.

Om het scherper te stellen schrappe men het woord "ook" en leze men paragraaf 3 zoals hierna wordt voorgesteld.

.../...

Artikel 10.

Het in het ontwerp bepaalde bedrag van 25.000 frank is niet in overeenstemming met het standpunt dat de Minister heeft ingenomen in de Commissie voor de Justitie van de Kamer (Kamer, buit. zitt. 1979, Gedr. St. 121-3, blz. 2).

Tijdens de bespreking van het wetsontwerp nr. 121 heeft de Minister er immers op aangedrongen dat het bedrag tot hetwelk de vrederechter bevoegd is, op 50.000 frank zou worden gebracht.

Bovendien is het onnodig het eerste lid van artikel 590 geheel te herhalen. Het is voldoende het nummer "601bis" eraan toe te voegen, zoals hierna wordt voorgesteld.

Artikel 12.

Bij dit artikel is een soortgelijke opmerking te maken als bij artikel 10.

Voorts is de vermelding van de politierechtbank in het Gerechtelijk Wetboek, in de bepalingen die op de inrichting ervan betrekking hebben, slechts aan te nemen ten aanzien van de bijzondere bevoegdheid die haar in burgerlijke zaken is opgedragen in artikel 601bis. De verwijzing naar die bepaling moet derhalve als overbodig vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13.

.../...

Artikel 13.

Artikel 765, derde lid, hetwelk het ontwerp in het Gerechtelijk Wetboek bedoelt in te voegen, schrijft voor dat het openbaar ministerie door de politierechtbank moet worden gehoord wanneer het bedrag van de vordering 50.000 frank te boven gaat.

Hier stemt het genoemde bedrag overeen met het bedrag tot hetwelk de Minister van Justitie de vrederechter bevoegd wil verklaren : zie de opmerking bij artikel 10.

Moet hieruit worden afgeleid dat de Regering de twee bedragen in de toekomst gekoppeld wil houden ? Zo ja, dan is het verkieslijk in het nieuwe artikel 765 gewoon te verwijzen naar artikel 590, eerste lid.

Van deze veronderstelling is uitgegaan bij het redigeren van de tekst die hierna wordt voorgesteld.

Hoofdstuk II.

Om de redenen die in algemene opmerking I zijn uiteengezet, moet het opschrift van dit hoofdstuk worden gewijzigd zoals hierna wordt voorgesteld.

Artikel 15.

De in dit artikel vastgestelde opheffingsbepaling wordt in de hierna voorgestelde tekst opgenomen onder andere bepalingen van die aard.

.../...

Artikel 21.

In de Franse tekst van de inleidende volzin moet overeenkomstig de Nederlandse worden gelezen : "15 décembre 1928".

Artikelen 22 en 23.

1. Aangezien het openbaar ministerie bij de politierechtbanken voortaan samenvalt met het ambt van de procureur des Konings, is het verkieslijk niet het openbaar ministerie maar de procureur des Konings te vermelden in de ontworpen artikelen 208 en 209.

2. Daar het om twee wijzigingen van het Kieswetboek gaat, verdient het aanbeveling beide bepalingen samen te brengen in één artikel, geredigeerd zoals hierna wordt voorgesteld.

Artikel 24.

In de inleidende volzin van de Franse tekst moet overeenkomstig de Nederlandse worden gelezen : "A l'article 36, alinéa 2".

Artikel 29.

In 1° dient de wet van 14 juli 1956 in haar geheel opgeheven te worden; na de opheffing van artikel 1 zal er geen enkele bepaling van overblijven.

.../...

Voorts moet ook artikel 2 van de wet van 4 mei 1900 op de handel in scheuten van harsbomen worden opgeheven; dat artikel wordt onwerkzaam.

Artikel 30.

Voor artikel 60 van het Gerechtelijk Wetboek wordt hierna een nieuwe tekst voorgesteld.

Artikel 33.

Het eerste lid van het ontworpen artikel 69 luidt :

"Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen kan de Koning toegevoegde rechters benoemen, die ermede belast zijn, samen met de vrederechter een of meer kantons te bedienen of in voorkomend geval samen met de rechter in de politierechtbank diens rechtsgebied te bedienen".

Zo geredigeerd geeft deze bepaling te verstaan dat dezelfde toegevoegde rechter de vrederechter en tevens de rechter of rechters in de politierechtbank in hetzelfde kanton of in hetzelfde rechtsgebied zou kunnen bijstaan.

Naar aan de Raad van State is verklaard, is dat niet de bedoeling van de Regering.

Een andere tekst wordt dan ook hierna voorgesteld voor het nieuwe artikel 69, eerste lid.

.../...

Artikel 34.

Het is niet geraden bepalingen waarin slechts geringe en gemakkelijk vast te stellen wijzigingen worden aangebracht, geheel te herhalen.

Vervolgens : de wet van 16 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de politierechtbanken noemt "hoofdgriffier" de griffier die in die rechtbanken de hoogste in rang is, maar deze terminologie stemt niet overeen met die van het Gerechtelijk Wetboek, waar die griffier, onder meer in artikel 177, eerste lid, en in artikel 263, § 1, "griffierhoofd van de griffie" heet. De terminologie van het Gerechtelijk Wetboek gaat boven die van de wet van 16 juli 1970.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 38, 39 en 52.

Artikelen 35 en 36.

Deze twee bepalingen, die wijzigingen aanbrengen in artikel 1 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek, kunnen beter in één artikel worden samengebracht.

Artikel 37.

Aangezien het ontwerp het gehele artikel 3 in zijn nieuwe versie herhaalt, vormt het gedeeltelijk een doublure met het ontwerp dat de Raad van State heeft onderzocht onder L.13.400.

.../...

Het spreekt vanzelf dat met de opmerkingen die bij het laatstgenoemde ontwerp zijn gemaakt, rekening gehouden is bij het redigeren van de hierna voorgestelde tekst, die dan op zijn beurt het minder volledige voorstel dat in ontwerp L.13.400 is gedaan, overbodig maakt.

Artikel 38.

Volgens de aan de Raad verstrekte gegevens ligt het in de bedoeling van de Regering de Koning te machtigen - niet hem te verplichten - om twee politierechtbanken te doen bedienen door een enkele rechter en door een enkele griffier-hoofd van de griffie in de gerechtelijke arrondissementen Ieper en Veurne enerzijds, Neufchâteau en Marche-en-Famenne anderzijds.

De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen in de hierna voorgestelde tekst.

Artikel 39.

Het verdient aanbeveling van dit artikel een autonome bepaling te maken, liever dan te voorzien in de vervanging van het enige artikel van een wet die veel eenvoudiger kan worden opgeheven.

Artikelen 40 tot 43.

Beter dan de tabellen ofwel in hun geheel, ofwel gedeeltelijk - per kolom - te vervangen, kan men alle bepalingen betreffende de diverse **personeelsformaties** in het ontwerp herhalen.

.../...

Daar het om personeelsformaties gaat, heeft de Raad van State het niet nodig geacht een voorstel te doen voor de in cijfers uitgedrukte inhoud van de artikelen tot vaststelling ervan.

Voor de redactie van de opheffingsbepaling (artikel 56 van de voorgestelde tekst) is ervan uitgegaan dat met de wenk van de Raad rekening wordt gehouden en dat de tabellen bijgevolg in hun geheel worden vervangen.

Artikel 44.

Volgens het tweede lid kunnen de reiskosten worden terugbetaald wanneer de Minister van Justitie griffiers, klerken-griffiers of griffiepersoneel heeft aangewezen voor een ander gerecht dan dat waaraan zij vroeger verbonden waren, maar alleen gedurende de eerste zes maanden na die nieuwe aanwijzing.

Zouden de Wetgevende Kamers het ontwerp aannemen zoals het is, dan zou het gevolg zijn dat schade die mocht zijn geleden na de eerste zes maanden van de aanwijzing, niet als een buitengewone schade in de zin van artikel 11 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beschouwd zou kunnen worden maar zich integendeel als een door de wetgever gewilde schade zou voordoen.

Voorts kan het artikel beter worden geredigeerd zoals hierna wordt voorgesteld.

.../...

Artikel 47.

Zoals de Raad van State opmerkt in zijn advies over het ontwerp L.13.406, is er een overlapping tussen de twee ontwerpen wat het eerste lid van het nieuwe artikel 17 betreft.

De bepaling tot opheffing van het tweede lid van haar kant kan slechts worden gehandhaafd als zij in werking treedt vóór artikel 9 van het ontwerp nr. L.13.406.

Artikel 50.

Beter dan na artikel 5 kan de ontworpen bepaling komen in artikel 1, als tweede lid, zoals trouwens is voorgesteld in het ontwerp L.13.406, waarmee het onderhavige een doublure vormt welke de Regering dient weg te werken.

Artikel 51.

Het ontworpen artikel 46, eerste lid, is nagenoeg gelijk aan het nieuwe artikel 46, eerste lid, dat opgenomen is in het ontwerp L.13.406 tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken. Het wijkt daarvan slechts in tweeërlei opzicht af :

1. Het onderhavige ontwerp wil dat vijf rechters in de rechtbank van eerste aanleg te Verviers het bewijs van de kennis van het Duits leveren, terwijl dat bewijs in het ontwerp L.13.406/2 geëist wordt van een ondervoorzitter en vier rechters; deze laatste formule lijkt de meest geschikte, gelet onder meer op de bevoegdheid van de kamers zitting houdende in kort geding.

.../...

2. Het ontwerp L. 13.406 laat ten onrechte na te bepalen dat de politierechter te Eupen het bewijs van de kennis van het Duits dient te leveren.

De Regering behoort die doublure weg te werken; als zij er de voorkeur aan geeft de bepaling van het nieuwe artikel 46, eerste lid, in het onderhavige ontwerp weg te laten, mag zij niet over het oog zien dat van de politierechter te Eupen het bewijs van de kennis van het Duits moet worden geëist.

Artikel 52.

Het ontworpen artikel 53 spreekt van de hoofdgriffier (lees : griffier-hoofd van de griffie) en van de griffier bij de politierechtbank te Eupen, die echter volgens artikel 39 van het ontwerp geen griffier heeft. Er is dus tegenstrijdigheid tussen beide bepalingen. Gaat het er met de redactie van artikel 53 alleen om, artikel 54bis toepassing te doen vinden, dan kan daartoe worden volstaan met vermelding van de griffier-hoofd van de griffie alleen.

Vervolgens vormt de ontworpen bepaling gedeeltelijk een doublure met de heel wat volledige bepalingen van artikel 30 van het ontwerp L. 13.406/2. Het is zaak van de Regering die doublure weg te werken en, in voorkomend geval, voor het onderhavige ontwerp rekening te houden met de opmerkingen en met het tekstvoorstel gedaan onder artikel 30 van het ontwerp L. 13.406/2.

+

+ +

.../...

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE POLITIERECHTBANK.

HOOFDSTUK I. -Wijzigingen in het Wetboek van Strafvordering en in de wet op de voorlopige hechtenis.

Artikel 1.- (artikel 16 van het ontwerp).

In artikel 15 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, worden de woorden "aan de ambtenaar die het openbaar ministerie bij de politierechtbank uitoefent" vervangen door de woorden "aan de procureur des Konings".

Artikel 2.- (artikel 17 van het ontwerp).

Artikel 20 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"(zoals in het ontwerp)".

Artikel 3.- (artikel 19 van het ontwerp).

Artikel 22 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 22. De procureurs des Konings zijn belast met de opsporing en de vervolging van de misdrijven waarvan de kennis-

.../...

neming aan de hoven van assisen, aan de correctionele rechtbanken of aan de politierechtbanken behoort, behalve, voor de twee laatstgenoemde gerechten, wanneer de strafvordering aan de arbeidsauditeur is opgedragen".

Artikel 4.- (artikel 19 van het ontwerp).

Artikel 23, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Tot het uitoefenen van de ambtsverrichtingen bepaald in artikel 22 zijn gelijkelijk bevoegd de procureur des Konings van de plaats van het misdrijf, die van de verblijfplaats van de verdachte en die van de plaats waar de verdachte kan worden gevonden".

Artikel 5.- (artikel 5 van het ontwerp).

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 47bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 47bis. § 1. Wanneer de eventueel veroorzaakte schade geheel vergoed is, kan de procureur des Konings, wanneer hij meent voor een misdrij dat hetzij met geldboete, hetzij met gevangenisstraf van ten hoogste zes maanden, hetzij met die beide straffen strafbaar is, een geldboete of een geldboete met verbeurdverklaring te moeten vorderen, de dader verzoeken een bepaalde geldsom te storten aan de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde en van de registratie en domeinen.

.../...

De procureur des Konings bepaalt op welke wijze en binnen welke termijn de betaling geschiedt. Die termijn is ten minste acht dagen en ten hoogste drie maanden voor een overtreding, ten minste acht dagen en ten hoogste zes maanden voor een wanbedrijf; deze laatste termijn kan op twaalf maanden worden gebracht wanneer bijzondere omstandigheden het wettigen.

De in het eerste lid bedoelde geldsom mag niet meer bedragen dan het maximum van de bij de wet bepaalde geldboete, verhoogd met de opdeciemen, en niet minder dan honderd frank.

In die geldsom mogen geheel of gedeeltelijk begrepen zijn de kosten voor analyse of voor deskundig onderzoek die moeten worden betaald aan de instelling waaraan of aan de persoon aan wie ze verschuldigd zijn.

De procureur des Konings verzoekt de dader van het misdrijf waarop verbeurdverklaring staat, binnen een door hem bepaalde termijn afstand te doen van de in beslag genomen voorwerpen of, indien de voorwerpen niet in beslag genomen zijn, deze af te geven op de door hem bepaalde plaats.

Betaling, afstand en afgifte doen de strafvordering vervallen.

De aangestelden van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde en van de registratie en domeinen geven de procureur des Konings kennis van de verrichte storting.

De verzoeken bedoeld in het eerste en het vierde lid worden gedaan bij een ter post aangetekende brief of door middel van een waarschuwing afgegeven door een agent van de openbare macht.

.../...

§ 2. (zoals in het ontwerp).

§ 3. Voor de in paragraaf 1 bedoelde misdrijven die onder de bevoegdheid van de arbeidsauditeurs of van de krijgsauditeur vallen, behoort het bij die paragraaf verleende recht aan die magistraten. Het behoort aan de procureur-generaal bij het hof van beroep ten aanzien van de personen bedoeld in de artikelen 478 en 479".

Artikel 6.- (artikel 1 van het ontwerp).

In artikel 129 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien zij van oordeel zijn dat het feit slechts een overtreding of een van de in artikel 138 bedoelde wanbedrijven is, wordt de verdachte naar de politierechtbank verwezen, en indien hij is aangehouden, wordt hij in vrijheid gesteld".

2° een tweede lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid (dat het derde lid wordt):

"Indien hij echter is aangehouden wegens overtreding van de artikelen 418, 419 of 420 van het Strafwetboek, wegens vluchtmisdrijf naar aanleiding van een ongeval dat voor een ander slagen en verwondingen of de dood ten gevolge heeft gehad, of wegens overtreding van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, of wegens een met die misdrijven

.../...

samenhangend misdrijf bedoeld in de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, wordt de invrijheidstelling geregeld zoals bepaald is in artikel 130, tweede lid".

Artikel 7 (nieuw).-

In artikel 130, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "behoudens het geval bedoeld in artikel 129, eerste lid", ingevoegd tussen de woorden "wordt de verdachte" en "naar de correctionele rechtbank verwezen".

Artikel 8.- (artikel 2 van het ontwerp).

In artikel 138 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 252 van 8 maart 1936, vervallen de woorden "Onverminderd het recht van de procureur des Konings om een opsporingsonderzoek in te stellen of een gerechtelijk onderzoek te vorderen inzake wanbedrijven", en wordt gelezen : "Zij neemt bovendien kennis :";

2° in 6°, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, vervallen de woorden "de barelen", en "met uitzondering van het vluchtmisdrijf naar aanleiding van een ongeval dat voor een ander slagen, verwondingen of de dood ten gevolge heeft gehad".

Artikel 9.- (artikel 3 van het ontwerp).

In artikel 152 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 16 februari 1961 en 20 december 1974,

.../...

worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid vervallen de woorden "Verschijnt zij niet, dan wordt het vonnis bij verstek gewezen";

2° het artikel wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"De beklaagde ... (zoals in het ontwerp).

Indien niet voldaan is aan de verplichting om persoonlijk te verschijnen, bedoeld in het tweede of het vierde lid, wordt vonnis bij verstek gewezen".

Artikel 10.- (artikel 4 van het ontwerp).

(zoals in het ontwerp).

Artikel 11.- (artikel 14 van het ontwerp).

In hetzelfde Wetboek worden opgeheven :

1° artikel 21, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967;

2° in artikel 138, de tekst onder 6°bis, aldaar ingevoegd bij de wet van 21 februari 1959;

3° in boek II, titel I, hoofdstuk I, paragraaf II, vervangen bij het koninklijk besluit nr 59 van 10 januari 1935 en bestaande uit :

a) artikel 166, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 59 van 10 januari 1935, bij het koninklijk besluit nr 7 van 21 juni 1939 en bij de wet van 7 juni 1949;

b) artikel 167, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 59 van 10 januari 1935;

c) artikel 168, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 59 van 10 januari 1935;

d) artikel 169, gewijzigd bij de wetten van 7 juni 1949 en 10 oktober 1967;

4° artikel 180, gewijzigd bij de wetten van 7 juni 1949 en 30 december 1957;

5° artikel 108bis, aldaar ingevoegd bij de wet van 7 juni 1949;

6° artikel 108ter, aldaar ingevoegd bij de wet van 7 juni 1949 en gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967".

Artikel 12.- (artikel 6 van het ontwerp).

In de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 7, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 29 juni 1899, worden de woorden "aan de politierechtbank, vanaf de beschikking van verwijzing tot het vonnis;" ingevoegd na de woorden "verzoekschrift dat gericht wordt";

2° artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 maart 1973, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

(voorts zoals in het ontwerp).

.../...

HOOFDSTUK II - Wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 13.- (artikel 30 van het ontwerp).

Artikel 60 van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 60. Er zijn politierechtbanken. Een of meer rechters oefenen er hun ambt uit in de rechtsgebieden bepaald in het Bijvoegsel bij dit Wetboek".

Artikel 14.- (artikel 31 van het ontwerp).

Artikel 61, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De zetel van de politierechtbank wordt gevestigd in de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement wanneer niet anders wordt beschikt door artikel 3 van het Bijvoegsel bij dit Wetboek".

Artikel 15.- (artikel 33 van het ontwerp).

Artikel 69, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Koning kan toegevoegde rechters benoemen die gelast zijn, hetzij samen met de vrederechter, hetzij samen met de politierechter, de vredegerechten en de politierechtbanken te bedienen".

Artikel 16.- (artikel 34 van het ontwerp).

In artikel 305 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 23 mei 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid vervallen de woorden "rechters in de politierechtbanken";

2° er wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De rechters, de griffiers-hoofden van de griffie en de griffiers in de politierechtbank moeten verblijven in het arrondissement waar de politierechtbank gevestigd is, of, wanneer de politierechter verscheidene arrondissementen bedient, in een van deze arrondissementen".

Artikel 17.- (artikel 8 van het ontwerp).

In artikel 573, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden na het woord "vrederechter" de woorden "of van de politierechtbank" ingevoegd.

Artikel 18.- (artikel 9 van het ontwerp).

Artikel 577, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de woorden "en, in de door artikel 601bis voorziene gevallen, bij de politierechtbank".

Artikel 19.- (artikel 10 van het ontwerp).

In artikel 590, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt de opsomming aan het slot vervangen door : "... in de artikelen 569 tot 571, 574, 578 tot 583, en 601bis".

Artikel 20.- (artikel 11 van het ontwerp).

In hetzelfde Wetboek, derde deel, titel I, wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"HOOFDSTUK IIIbis - Politierechtbank.

Artikel 601bis. Ongeacht het bedrag van de vordering neemt de politierechtbank kennis van de geschillen betreffende schade, ontstaan hetzij uit onopzettelijk doden of uit onopzettelijke slagen of verwondingen die het gevolg zijn van een verkeersongeval op een openbare plaats, hetzij uit een overtreding van de wetten en verordeningen betreffende het wegverkeer".

Artikel 21.- (artikel 12 van het ontwerp).

In artikel 617, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden, na de woorden "de rechtbank van koophandel", de woorden "en de vrederechter" vervangen door de woorden "de vrederechter en de politierechtbank".

Artikel 22.- (artikel 13 van het ontwerp).

Artikel 765 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"In de zaken die ingevolge artikel 601bis voor de politierechtbank worden gebracht, doet deze, op straffe van nietigheid, eerst uitspraak na het advies van het openbaar ministerie te hebben gehoord, wanneer het bedrag van de vordering het in het eerste lid bepaalde bedrag te boven gaat".

Artikel 23.- (artikelen 35 en 36 van het ontwerp).

In artikel 1 van het Bijvoegsel bij hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° paragraaf 172 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 172. (voorts zoals in het ontwerp, maar men schrijve Malmédy)".

2° paragraaf 173 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 173. (voorts zoals in het ontwerp, maar men schrijve "Sankt-Vith")".

Artikel 24.- (artikel 37 van het ontwerp).

Artikel 3 van het Bijvoegsel bij hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.- Er wordt een politierechtbank opgericht in de hierna bepaalde plaatsen en rechtsgebieden :

1. te Antwerpen.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Antwerpen.

2. te Mechelen.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Mechelen en Willebroek.

3. te Lier.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Heist-op-den-Berg en Lier.

4. te Turnhout.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Turnhout.

5. te Brussel.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de twee kantons Anderlecht, van de negen kantons Brussel, van de twee kantons Elsene, van de kantons Etterbeek, Jette, Oudergem, van de drie kantons Schaarbeek, van de kantons

Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel en Vorst.

6. te Vilvoorde.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Asse, Kraainem, Vilvoorde, Wolvertem en Zaventem.

7. te Halle.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Halle, Herne, Overijse, Sint-Genesius-Rode en Sint-Kwintens-Lennik.

8. te Leuven.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Leuven.

9. te Nijvel.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Nijvel.

10. te Charleroi.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Charleroi.

11. te Bergen.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Bergen.

12. te Doornik.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Doornik.

13. te Brugge.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Brugge.

14. te Ieper.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Ieper.

15. te Kortrijk.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Kortrijk.

16. te Veurne.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Veurne.

17. te Aalst.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de twee kantons Aalst en van het kanton Ninove.

18. te Dendermonde.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Dendermonde, Hamme, Wetteren en Zele.

19. te Sint-Niklaas.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Beveren en Lokeren en van de twee kantons Sint-Niklaas.

20. te Gent.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Gent.

21. te Oudenaarde.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Oudenaarde.

22. te Hoei.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Hoei.

23. te Luik.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Luik.

24. te Verviers.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Aubel, Herve, Limbourg, Malmédy, Spa en Stavelot en van de twee kantons Verviers.

25. te Eupen.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van de kantons Eupen en Sankt-Vith.

26. te Hasselt.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Hasselt.

27. te Tongeren.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Tongeren.

28. te Aarlen.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Aarlen.

29. te Marche-en-Famenne.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Marche-en-Famenne.

30. te Neufchâteau.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Neufchâteau.

.../...

31. te Dinant.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Dinant.

32. te Namen.
Deze rechtbank heeft rechtsmacht over het grondgebied van het gerechtelijk arrondissement Namen".

Artikel 25.- (artikel 38 van het ontwerp).

In het Bijvoegsel bij hetzelfde Wetboek wordt een artikel 3bis ingevoegd luidend als volgt :

"Artikel 3bis. Een enkele rechter in de politierechtbank en een enkele griffier-hoofd van de griffie bij die rechtbank kunnen worden benoemd voor de hierna bepaalde rechtsgebieden :

1° de gerechtelijke arrondissementen Ieper en Veurne,

2° de gerechtelijke arrondissementen Neufchâteau en Marche-en-Famenne".

Artikel 26.- (artikel 15 van het ontwerp).

De artikelen 67, 156 en 159 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

HOOFDSTUK III - Wijzigingen in de wet van 15 juni 1935 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Artikel 27.- (artikel 50 van het ontwerp).

Artikel 1 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Voor dezelfde rechtbanken waarvan de zetel gevestigd is in het arrondissement Verviers, voor de vredegerechten te Eupen en te Sankt-Vith en voor de politierechtbank te Eupen wordt de rechtspleging gevoerd overeenkomstig de artikelen 5 en 6".

Artikel 28.- (nieuw).

In artikel 5, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden na het woord "vredegerechten" de woorden "en de politierechtbanken" ingevoegd.

Artikel 29.- (artikel 48 van het ontwerp).

Artikel 7, § 1bis, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, wordt aangevuld als volgt :

"... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 30.- (artikel 49 van het ontwerp).

In dezelfde wet wordt een artikel 7ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 7ter. Artikel 7bis is van toepassing voor de politierechtbanken te Halle en te Vilvoorde, wanneer deze kennis nemen van de vorderingen bedoeld in artikel 601bis van het Gerechtelijk Wetboek (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 31.- (artikel 45 van het ontwerp).

In artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, worden de volgende wijzigingen aangebracht : (voorts zoals in het ontwerp, maar men leze : "het dichtst").

.../...

Artikel 32.- (artikel 46 van het ontwerp).

Artikel 15, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, wordt aangevuld als volgt :

"...(zoals in het ontwerp)".

Artikel 33.- (artikel 47 van het ontwerp).

In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor de politierechtbank te Eupen wordt de rechtspleging in het Duits gevoerd";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Artikel 34.- (artikel 51 van het ontwerp).

Artikel 46, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...(zoals in het ontwerp)".

Artikel 35.- (artikel 52 van het ontwerp).

Artikel 53, § 5, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, wordt aangevuld als volgt :

"Hetzelfde geldt voor de griffier-hoofd van de griffie bij de politierechtbank te Eupen".

.../...

HOOFDSTUK IV. - Wijzigingen in andere wetsbepalingen (1).

Artikel 36.- (nieuw).

Artikel 65, vierde lid, van het Decreet van 24 december 1811 betreffende de organisatie en de dienstregeling van de straf der oorlogsplaatsen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De misdrijven omschreven in het eerste lid zijn strafbaar met de straffen gesteld in het Strafwetboek, in soortgelijke gevallen, te weten :".

Artikel 37.- (artikel 28 van het ontwerp).

(zoals in het ontwerp).

Artikel 38.- (artikel 27 van het ontwerp).

(zoals in het ontwerp).

Artikel 39.- (artikel 21 van het ontwerp).

Artikel 14 van de wet van 25 juli 1891 houdende herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen, gewijzigd bij de wet van 15 december 1928, wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (voorts zoals in het ontwerp).

---

(1) De gemachtigde van de Regering heeft zijn instemming betuigd met de bepalingen die in dit hoofdstuk zijn samengebracht.

Artikel 40.- (nieuw).

Artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 31 maart 1892 dat betrekking heeft op de getuigenverhoren inzake openbare onderstand, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Die processen-verbaal worden binnen drie dagen aan de procureur des Konings overgezonden".

Artikel 41.- (nieuw).

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 februari 1898 houdende reglement betreffende de organisatie van de politie der tramwegen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Die processen-verbaal worden binnen drie dagen aan de procureur des Konings overgezonden".

Artikel 42.- (nieuw).

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 augustus 1900 dat betrekking heeft op de uitvoering van de wet op de handel in scheuten van harsbomen, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De processen-verbaal worden binnen drie dagen aan de procureur des Konings overgezonden".

.../...

Artikel 43.- (nieuw).

In artikel 14, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1926 dat betrekking heeft op de erkenning van de wachters die moeten waken over de uitvoering van de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening, vervallen de woorden "of aan den ambtenaar van het openbaar ministerie bij het politiegerecht, naar gelang hunner bevoegdheid".

Artikel 44.- (artikelen 22 en 23 van het ontwerp).

In het Kieswetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° artikel 208 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 208. Er wordt geen vervolging ingesteld wanneer deze verschoning gegrond wordt geacht door de vrederechter, in overeenstemming met de procureur des Konings".

2° artikel 209, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Binnen acht dagen na de afkondiging van de namen van de gekozenen maakt de procureur des Konings de lijst op van de kiezers die niet aan de stemming hebben deelgenomen en wier verschoning niet is aangenomen".

Artikel 45. (artikel 24 van het ontwerp).

In artikel 36, tweede lid, van de wet van 27 juni 1937 ... (zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 46.- (artikel 25 van het ontwerp).

(zoals in het ontwerp).

Artikel 47.- (artikel 7 van het ontwerp).

(tekst van het ontwerp, maar in paragraaf 2 lezen : "eerste lid").

Artikel 48.- (artikel 26 van het ontwerp).

Artikel 55, tweede lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976, wordt door de volgende bepaling vervangen :

(voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 49.- (artikel 29 van het ontwerp).

Opgeheven worden :

1° artikel 2 van de wet van 4 mei 1900 op de handel in scheuten van harsbomen;

2° de wet van 14 juli 1956 tot wijziging van de wetgeving op de bezoldiging van de ambtenaren van het openbaar ministerie bij de politierechtbanken;

3° de artikelen 84 en 88 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

.../...

HOOFDSTUK V. - Vaststelling van de personeelsformatie van rechtbanken, parketten en griffies.

Artikelen 50, 51, 52, 53 en 54.

(Onder deze nummers zouden de artikelen 39, 40, 41, 42 en 43 van het ontwerp komen nadat ze eventueel zijn aangevuld overeenkomstig hetgeen in verband met die bepalingen is opgemerkt).

Artikel 55.- (artikel 44 van het ontwerp).

Wanneer de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, bepaalt de Minister van Justitie de griffie van het gerecht waarvoor de griffiers en klerken-griffiers en het griffiepersoneel van de gerechten waarvan de bevoegdheid door deze wet wordt gewijzigd, worden aangewezen.

In dat geval kunnen gedurende de eerste zes maanden na de nieuwe aanwijzing reiskosten worden terugbetaald overeenkomstig het tarief door de Koning vastgesteld inzake reiskosten voor rijksambtenaren op dienstreis.

In afwijking van artikel 305 van het Gerechtelijk Wetboek mogen de in dit artikel bedoelde griffiers hun verblijfplaats van vóór hun aanwijzing behouden.

Artikel 56.- (artikelen 39 tot 43 partim van het ontwerp).

Opgeheven worden :

1° de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting;

.../...

2° de wet van 16 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de politierechtbanken, gewijzigd bij de wet van 7 maart 1977;

3° de wet van 20 juli 1971 tot vaststelling van de personeelsformatie van de vredegerechten, gewijzigd bij de wet van 2 juni 1975;

4° de wet van 2 juli 1975 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van eerste aanleg.

HOOFDSTUK VI. - Inwerkingtreding.

Artikel 57.- (artikel 53 van het ontwerp).

(zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Cl. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.